Introduction

La partie statistique de l'*Annuaire suisse de politique de développement* (nº 1) met en évidence les données statistiques disponibles sur les relations de la Suisse avec les pays en développement et en transition. Trois domaines sont examinés : le commerce extérieur de la Suisse, les flux financiers et l'aide au développement. Les tableaux de la partie 4 donnent le détail des relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition, par pays, par région et par catégorie de pays.

Les graphiques des pages 238 à 240, qui donnent une vue d'ensemble de ces relations, permettent de faire ressortir les caractéristiques suivantes :

- Les apports du secteur privé sont dans l'ensemble beaucoup plus importants que les apports d'aide publique et privée. Si l'aide publique bilatérale aux pays en transition et aux pays en développement s'élève à 1,3 milliard de francs en l'an 2002 et l'aide des ONG à 314 millions de francs, les importations en provenance de ces pays s'élèvent à 16,4 milliards de francs et les investissements directs à l'étranger à 4 milliards de francs. Les investissements directs d'entreprises suisses vers les pays en développement et en transition ont beaucoup baissé ces dernières années, puisqu'ils atteignaient encore 12,6 milliards de francs en l'an 2000, pour passer à 7,7 milliards de francs en 2001 et un peu moins de 4 milliards en 2002.
- La répartition géographique est très différente entre l'aide publique et les flux d'investissements privés. Seuls 5,6 % des investissements étaient en 2002 destinés aux pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, alors que ces pays reçoivent 56 % de toute l'aide publique bilatérale et 81 % de l'aide des ONG. Les pays en développement plus avancés – qui ne sont pas bénéficiaires de l'aide publique au développement – ont reçu en 2002 43,5 % des investissements directs et 8 % des investissements concernent les pays d'Europe centrale et orientale. Les pays en développement plus avancés comprennent certains pays asiatiques et des Caraïbes. La part des investissements vers les pays européens est exceptionnellement importante en 2002 – et elle ne concerne quasiment que la Slovénie, pays qui ne fait plus partie des pays en développement depuis début 2003.
- La situation des pays africains est intéressante à relever. Les pays africains reçoivent 23 % de l'aide publique bilatérale et 32 % de l'aide des ONG, mais ce continent ne représente que 9 % des importations de la Suisse et les investissements nets sont même négatifs (désinvestissement).
- La situation des 49 pays les moins avancés est semblable. Les PMA ont, selon les données de la partie 4 de ces statistiques, reçu en 2002 25 % de l'APD totale et 40 % de l'aide des ONG. Seul 0,1 % des importations totales de la Suisse provient de ces pays et les flux nets d'investissements n'ont représenté que 0,6 % des investissements totaux vers les PED.
- La répartition géographique de l'aide publique bilatérale de la Confédération est similaire à celle de l'aide des ONG suisses (aide financée par des fonds privés),

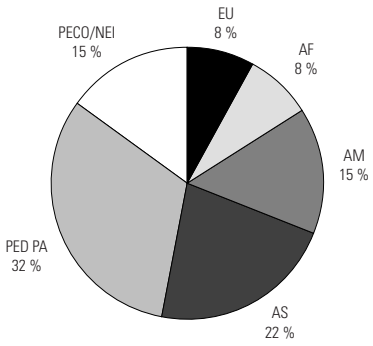
avec cependant, pour l'aide des ONG, une part plus importante destinée aux pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

- La répartition géographique des flux d'investissements peut varier fortement d'une année à l'autre. Sur les graphiques, elle est très différente en 1998 et 2002.

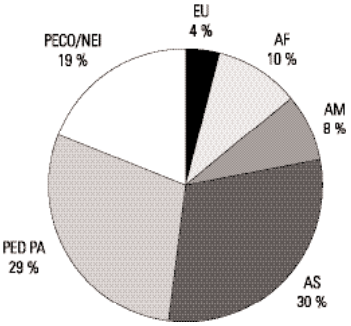
Graphiques 1 : Relations de la Suisse avec les pays en développement et transition

1998

EXP 1998 (23'113 mio.fr.)

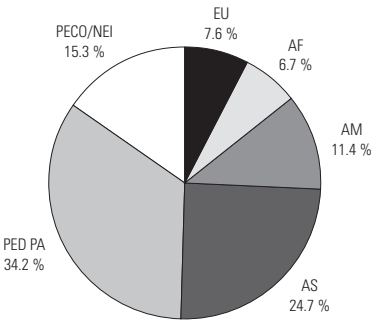


IMP 1998 (14'145 mio.fr.)

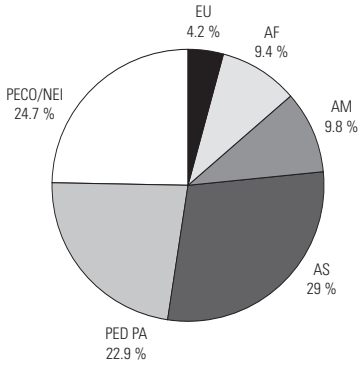


2002

EXP 2002 (31'050 mio.fr.)



IMP 2002 (16'365 mio.fr.)

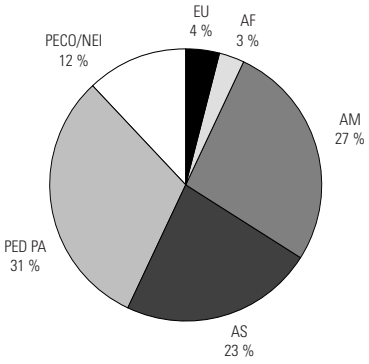


Régions (pour la classification se reporter à la liste en fin d'ouvrage) :

EU =	Pays européens en développement (Etats issus de l'ex-Yougoslavie, Albanie, Turquie, Moldova et Malte).
AF =	Pays du continent africain (y compris Afrique du Nord)
AM =	Pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
AS =	Pays d'Asie en développement, y compris pays d'Asie centrale.
PECO/NEI =	Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants (dont l'aide n'est pas comprise dans l'APD, mais comprise dans un agrégat séparé d'AP, aide publique).
PED PA =	Pays en développement plus avancés (dont l'aide n'est pas comprise dans l'APD, mais comprise dans un agrégat séparé d'AP, aide publique).

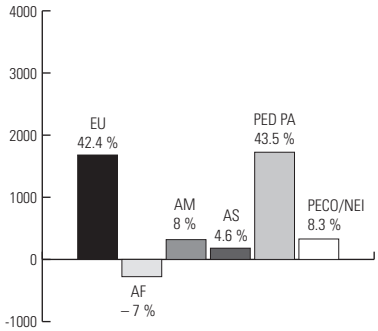
1998

IDE 1998 (4'239 mio.fr)

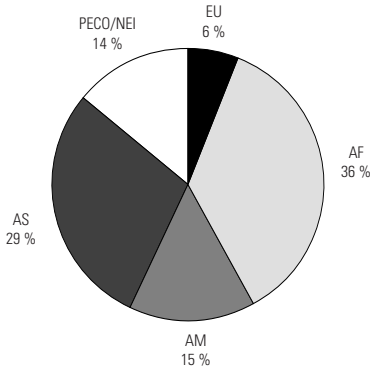


2002

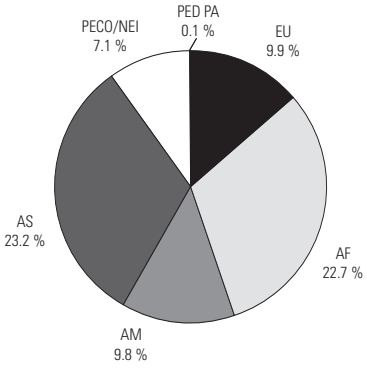
IDE 2002 (3'961 mio. fr.)[1]



AP(D) 1998 (1'032 mio. fr.)[2]



AP(D) 2002 (1'287 mio. fr.)[2]



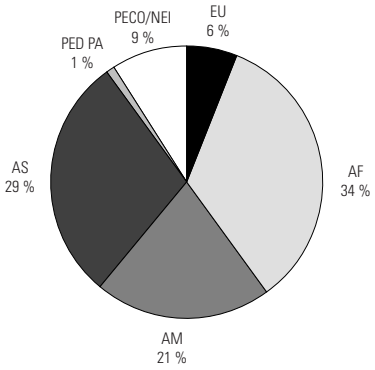
➔

IMP = Importations de la Suisse
EXP = Exportations de la Suisse
IDE = Investissements directs étrangers
AP(D) = Total de l'APD bilatérale et de l'aide publique bilatérale aux pays en transition

[1] Les valeurs en pourcentage se basent sur le total des flux positifs.
[2] Les valeurs en pourcentage se basent sur les montants ventilables géographiquement. Les montants non spécifiés géographiquement figurent dans les tableaux 4.2. et 4.3.

1998

Aide des ONG, fonds propres 1998 (274 mio.fr.)[2]



2002

Aide des ONG, fonds propres 2002 (314 mio.fr.)[2]

